



Accord cadre n°2025-22

Réalisation d'études qualitatives, quantitatives, de conception d'intervention et d'évaluation d'impact auprès de différents publics dans le domaine de la santé, et suivi de terrains d'études

**Cahier des clauses administratives particulières
Commun aux 6 lots**

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 –DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 7 - ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PREVUES AU BON DE COMMANDE	6
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	8
ARTICLE 10 – RÉVISION DES PRIX	8
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	9
ARTICLE 12 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE PAIEMENT	10
ARTICLE 13 – NANTISSEMENT – CÉSSION DE CRÉANCES.....	12
ARTICLE 14 – PERSONNEL DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ	13
ARTICLE 16 – ARCHIVES - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL – SÉCURITÉ.....	13
ARTICLE 18 – PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	20
ARTICLE 19 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	20
ARTICLE 20 - ASSURANCE.....	21
ARTICLE 21 – CLAUSE DE REEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE	21
ARTICLE 22 – RÉSILIATION.....	22
ARTICLE 23 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
ARTICLE 24 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION	23
ARTICLE 25 - DÉROGATION.....	23

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'études qualitatives, quantitatives, de conception d'intervention et d'évaluation d'impact auprès de différents publics dans le domaine de la santé et le suivi de terrain d'études

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché est décomposé en six lots de la manière suivante :

- Lot 1 : Réalisation d'études qualitatives auprès de différents publics dans le domaine de la santé.
- Lot 2 : Réalisation d'études quantitatives non aléatoires ad hoc ou omnibus auprès de différents publics dans le domaine de la santé.
- Lot 3 : Réalisation d'enquêtes quantitatives aléatoires avec recrutement d'enquêteurs en face-à-face auprès de différents publics dans le domaine de la santé.
- Lot 4 : Réalisation d'enquêtes quantitatives aléatoires sans recrutement d'enquêteurs en face-à-face auprès de différents publics dans le domaine de la santé.
- Lot 5 : Réalisation de suivi de terrains d'études qualitatives et quantitatives.
- Lot 6 : Conception d'interventions d'aide au changement de comportement et évaluation d'impact.

Le choix de la méthodologie est défini par Santé publique France en fonction des spécificités de l'étude à réaliser et des objectifs à atteindre. La décision de recourir au lot 2, 3 ou 4 est prise par Santé publique France au regard de la méthodologie dominante utilisée pour la réalisation de l'étude : soit la méthode aléatoire couverte par le lot 3 (avec recrutement d'enquêteurs en face-à-face) ou le lot 4 (sans recrutement d'enquêteurs en face-à-face), soit une méthode non aléatoire couverte par le lot 2.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) pour chacun des lots, signé par le pouvoir adjudicateur et le Titulaire,
- L'annexe financière et équipe dédiée de chacun des lots et les délais pour les lots 1 et 2,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux six lots,
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots et les annexes méthodologiques pour les lots 1 à 5,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les bons de commande qui seront émis et notifiés au titulaire ultérieurement par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins,
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- L'offre technique du titulaire pour chacun des lots.

En cas de différence ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France feront foi. Les éventuelles dérogations au CCAG/FCS sont listées à l'article 25 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG/FCS s'appliqueront.

ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

Chaque lot donne lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Chaque accord-cadre est conclu avec un montant maximum en valeur sur sa durée théorique totale (4 ans), conformément aux dispositions de l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique. Le montant maximum pour chaque lot figure dans le tableau ci-après.

N° du Lot	Intitulé du lot	Montant maximum sur toute la durée du marché (4 ans) en € HT
1	Réalisation d'études qualitatives auprès de différents publics dans le domaine de la santé	3 750 000 euros HT
2	Réalisation d'études quantitatives non aléatoires auprès de différents publics dans le domaine de la santé	6 250 000 euros HT
3	Réalisation d'enquêtes quantitatives aléatoires <u>avec</u> recrutement d'enquêteurs en Face-à-Face auprès de différents publics dans le domaine de la santé	8 000 000 euros HT
4	Réalisation d'enquêtes quantitatives aléatoires sans recrutement d'enquêteurs en Face-à-Face auprès de différents publics dans le domaine de la santé	7 700 000 euros HT
5	Réalisation de suivi de terrains d'études qualitatives et quantitatives	170 000 euros HT
6	Conception d'interventions d'aide au changement de comportement et évaluation d'impact	840 000 euros HT

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de la survenance des besoins.

Il s'agit d'un marché de services.

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, Santé publique France pourra, dans le respect des conditions prévues par le texte précité, conclure avec le Titulaire un marché suivant une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour des

prestations similaires et pour une durée maximale de trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 5 –DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois, à compter de sa notification au Titulaire. Il est renouvelable une (1) fois par tacite reconduction, pour une période de vingt-quatre (24) mois sans que la durée globale du marché ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire de l'accord cadre ne peut s'opposer à la reconduction.

Sur décision expresse, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre et en informe le titulaire dans le respect d'un préavis de trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire de notification du marché. L'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité au profit du titulaire.

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 22 du présent cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation des prestations du présent marché s'effectue selon les conditions détaillées dans le CCTP de chacun des lots. Les prestations sont réalisées par le Titulaire conformément aux bons de commande.

6.1 Etablissement des bons de commande

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande établi par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins. Le détail des prestations, les délais et le calendrier de réalisation et de livraison des résultats sont fixés par Santé publique France dans les bons de commande.

Chaque commande est précédée d'un devis calculé sur la base des prix unitaires figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Pour tenir compte de la spécificité de certaines prestations, certains prix ne figurent pas dans les bordereaux de prix annexés mais feront l'objet de devis soumis à Santé publique France par le Titulaire. Après acceptation du devis, Santé publique France adresse un bon de commande au Titulaire.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- l'objet de l'accord cadre et le n° du lot,
- la date de la commande,
- l'objet du bon de commande,
- le coût des prestations HT et TTC.

Le bon de commande est accompagné du devis/évaluation de coût détaillé validé par Santé publique France et comporte les informations suivantes :

- la nature des prestations à réaliser et leur quantité,
- le coût des prestations HT et TTC, conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement du présent marché,
- les délais d'exécution des prestations à réception de la commande et des éléments.

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet. Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le titulaire en accuse réception.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée maximale d'exécution de chaque bon de commande est fixée à 12 mois. Toutefois, la durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de six mois le terme du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commandes sont adressés au seul mandataire du groupement, quelle que soit la forme de ce dernier. Le mandataire du groupement a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

6.2 *Modification des bons de commande en cours de réalisation des prestations*

Le bon de commande peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de réalisation de la prestation. Dans cette hypothèse Santé publique France adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation par écrit.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation des prestations.

6.3 *Délais et calendrier de réalisation des prestations*

Les délais de réalisation sont définis dans le tableau « délais » de l'annexe financière à l'acte d'engagement pour les lots 1 et 2. Pour les lots 3 à 6, les calendriers de réalisation seront indiqués dans les bons de commande.

Le calendrier de réalisation des prestations est établi d'un commun accord entre Santé publique France et le Titulaire. Ce calendrier est indiqué sur chaque bon de commande adressé au Titulaire par Santé publique France. Il est contractuel, impératif et conditionne l'admission des prestations.

En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord écrit de Santé publique France notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

6.4 *Prolongation du délai d'exécution*

Une prolongation du délai de réalisation peut être accordée, par le pouvoir adjudicateur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai de réalisation. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai de réalisation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

ARTICLE 7 - ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PREVUES AU BON DE COMMANDE

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations figurant sur le bon de commande peut être décidé par Santé publique France et notifié au Titulaire par une lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision ne nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au Titulaire sont calculées au prorata du travail effectivement exécuté, tel que prévu dans le bon de commande.

L'arrêt des prestations pouvant avoir des conséquences sur l'emploi du personnel du Titulaire, il doit être prévu un préavis de huit (8) jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché et n'entraîne donc pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

ARTICLE 8 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

8.1 Responsable administratif et technique pour Santé publique France

La personne désignée comme responsable administratif est **la directrice générale de Santé publique France ou son représentant**.

Les personnes désignées comme responsables techniques par Santé publique France sont **le directeur scientifique et la Directrice adjointe de la Direction de la prévention et de la promotion de la santé (DPPS) ou leurs représentants**.

8.2 Responsable technique pour le titulaire

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de Santé publique France pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le titulaire mentionnera dans son offre le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des opérations.

La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de Santé publique France. Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur de Santé publique France pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

8.3 Modalités de vérification

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par les personnes désignées à l'article 8.1 ci-dessus. Santé publique France se réserve le droit d'effectuer tout contrôle de la bonne exécution de la prestation qui lui semble opportun par visite inopinée chez le Titulaire. De même, Santé publique France se réserve la possibilité de faire contrôler la bonne exécution des prestations par un organisme extérieur.

8.4 Admission des prestations

Il n'est pas fait application de l'article 30 du chapitre V du CCAG-FCS.

Santé publique France dispose d'un délai maximum de trente (30) jours ouvrés, à compter de la remise des documents dans les conditions définies à l'article « remise des résultats » ou « livraison des données » ou « remise de rapport » ou « remise de livrables » ou « note de cadrage » des CCTP de chacun des lots, pour prononcer l'admission des prestations. Cette décision est formalisée par un procès-verbal d'admission adressé au responsable de l'étude et qui sera ensuite signé par Santé publique France. La facture correspondante quant à elle sera adressée directement à l'agent comptable pour obtenir le paiement de l'acompte et du solde.

Si les documents remis ne correspondent pas à ses attentes, Santé publique France peut prendre une décision motivée d'ajournement ou de réfaction dans ce même délai.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour :

- parfaire les documents ou présenter ses observations, en cas d'ajournement
- présenter ses observations en cas de réfaction.

Passé ce délai, le Titulaire est réputé accepter la décision de Santé publique France. En revanche, en cas de nouvelle présentation des documents ou d'observations formulées par le titulaire, Santé publique France dispose à nouveau d'un délai de trente (30) jours ouvrés pour notifier sa décision.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement dans les conditions définies à l'article 12.3 ci-dessous.

L'admission des prestations sera prononcée par les personnes désignées à l'article 8.1 ci-dessus, pour le compte du représentant du pouvoir adjudicateur, sur proposition du responsable technique.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix de l'accord cadre figurent à l'annexe financière de l'acte d'engagement de chacun des lots. Il s'agit de prix unitaires ou forfaitaires. Les prix indiqués par le Titulaire sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres.

Les prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord cadre à compter de sa date de notification. Ils sont ensuite révisables annuellement, à la demande d'une des parties, à la date anniversaire de sa notification selon la formule figurant à l'article 10 ci-dessous.

Les prix comprennent tous les coûts et frais inhérents à la réalisation des prestations et à la sécurité, à la réversibilité, à la restitution des données telles que définies à l'article 16 du présent CCAP.

Pour la réalisation d'une étude ou de la phase de terrain d'une enquête (lots 1, 2, 3 et 4) les prix comprennent notamment les frais techniques, les frais de location de salles, matériel vidéo et de retranscription, matériel informatique, ainsi que les frais de défraiements des participants, les frais de déplacements, restauration et hébergement des animateurs, consultants, intervenants ainsi que les frais généraux (cours, téléphone...), les assurances.

S'il s'agit de la mise à disposition de la logistique d'étude, les prix de mise à disposition d'animateur ou d'enquêteurs comprennent leur restauration et leur hébergement ainsi que les frais de structure ; la mise à disposition de salles comprend les frais techniques d'enregistrement ; le recrutement de public comprend leur indemnisation.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que les frais de gestion et toutes les autres dépenses et sujétions résultant de l'exécution des prestations, frais techniques, frais de structures, frais postaux, frais d'assurance, les marges pour risque et marges bénéficiaires.

Aucune facturation en sus des prix figurant sur les bordereaux de prix n'est acceptée, exception faite des prestations indiquées sur devis et acceptées par Santé publique France.

ARTICLE 10 – REVISION DES PRIX

Les révisions de prix de l'accord cadre n'ont pas à être constatées par avenant.

Les prix sont révisables annuellement, à date d'anniversaire du présent accord cadre, sur demande d'une des parties, par application de la formule figurant ci-dessous.

$$P = P_o (0,125 + 0,875 \frac{S1}{S2})$$

Dans laquelle :

P représente le montant révisé ;

P_o représente les prix au mois de remise des offres (soit mai 2025) ;

S1 représente le dernier indice SYNTEC publié à la date de révision des prix ;

S2 représente le dernier indice SYNTEC, publié au mois de remise des offres (soit mai 2025).

Toute demande de révision par l'une ou l'autre des parties est adressée au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sous peine de forclusion.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date anniversaire.

ARTICLE 11 – PENALITES

11.1 Pénalités de retard communes à tous les lots

Lorsque Santé publique France envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si Santé publique France considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels figurant dans l'annexe « délais » de l'acte d'engagement et chaque bon de commande, sont dépassés du fait du Titulaire, celui-ci encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \quad \text{dans laquelle :}$$

P = Montant des pénalités

V = Montant total H.T. du bon de commande.

R = Nombre de jours de retard

11.2 Pénalités spécifiques au lot n°3 et au lot n°4

11.2.1 Pénalités en cas de tentatives de contact inférieures à celles prévues dans le cahier des charges de l'étude, pour chaque individu non-répondant (cf. article 2.4.2 du CCTP)

Si un individu non-répondant n'a pas fait l'objet du nombre minimum de tentatives de contact, comme indiqué dans le cahier des charges de l'étude, à la fin de la collecte alors qu'il n'a pas exprimé un refus définitif de participer à l'enquête et qu'il n'a pas été déclaré hors-cible, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250 € TTC par individu non-répondant. La pénalité pourra être appliquée si Santé publique France n'a pas autorisé un arrêt anticipé de la collecte ou du protocole de contact.

Cette pénalité est cumulable avec les autres pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

11.2.2 Pénalités en cas de retard de résolution des défauts d'exécution (cf. article 2.4 et 3.2 du CCTP)

Si les délais de résolution des différents défauts d'exécution définis dans le CCTP et dans le cahier des charges de l'étude sont dépassés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard. Elles commencent à courir, le lendemain du jour où le délai de résolution défini ci-dessous est expiré. Le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire définie comme suit :

- Défaut d'exécution bloquant (délai de résolution de 1 jour ouvré après la constatation du défaut) : pénalité forfaitaire de 500 € TTC par journée de retard constatée et par défaut d'exécution ;
- Défaut d'exécution majeur (délai de résolution de 3 jours ouvrés après la constatation du défaut) : pénalité forfaitaire de 300 € TTC par journée de retard constatée et par défaut d'exécution ;
- Défaut d'exécution mineur (délai de résolution de 5 jours ouvrés après la constatation du défaut) : pénalité forfaitaire de 100 € TTC par journée de retard constatée et par défaut d'exécution.

Cette pénalité n'est pas cumulaire avec la pénalité de retard prévue à l'article 11.1 du présent CCAP.

11.2.3 Pénalités en cas de retard dans la livraison du bilan méthodologique ou de livraison des fichiers de données (cf. article 2.5 et 3.2 du CCTP)

En cas de problème majeur sur la qualité des informations transmises dans les fichiers de données ou le bilan méthodologique, imputable au Titulaire et empêchant Santé publique France de valider ces éléments dans les délais définis dans le CCTP, Santé publique France, invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si Santé publique France considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, le Titulaire pourra se voir appliquer, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire définie comme suit :

- Pour retard de la livraison du bilan méthodologique général de la collecte en fin de marché : 1000 € TTC par jour ouvré de retard constaté, après un délai de mise en demeure de 7 jours ouvrés.
- Pour retard de la livraison des fichiers de données validés par Santé publique France : 250 € TTC par jour ouvré de retard constaté, après un délai de mise en demeure de 7 jours ouvrés.

Le décompte des pénalités de retard s'interrompt à la réception du livrable concerné. Les deux pénalités forfaitaires ci-dessus sont cumulables entre elles. En revanche, elles ne sont pas cumulables avec la pénalité prévue à l'article 11.1 du présent CCAP.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT

12.1 Avance

Il est fait application des articles L2191-2 et R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, pour l'avance.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant TTC du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution est inférieure ou égale à douze mois.

Le Titulaire peut renoncer à cette avance en l'indiquant sur l'acte d'engagement ou par une attestation annexée à l'acte d'engagement.

12.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité de versement des acomptes est de trois (3) mois maximum.

Un acompte, pourra être versé au Titulaire après la validation du protocole, du questionnaire, du ou des guides d'entretien ou d'animation. Cet acompte ne pourra pas dépasser 30% du montant total du bon de commande. Des acomptes pourront être demandés au fur et à mesure de la réalisation du terrain d'enquête sur présentation de la facture correspondante.

Le versement d'acompte ne pourra intervenir que sur présentation des justificatifs attestant des prestations effectivement réalisées et des montants correspondants.

Les acomptes ne constituent pas des règlements partiels définitifs au sens des dispositions de l'article R2191-26 du code de la commande publique.

Le solde du bon de commande interviendra à compter de la remise du rapport ou des fichiers de données prévue à l'article « *Remise des résultats* » ou « *Remise de rapports* » ou « *Remise des livrables* » des CCTP de chacun des lots et de l'admission des prestations conformément à l'article 8.3 du présent CCAP.

12.3 Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

Pour chaque commande réceptionnée, le titulaire adresse à Santé publique France la facture correspondante.

Pour les prestations sur devis figurant dans les bordereaux de prix, les factures sont accompagnées des justificatifs correspondants le cas échéant.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des réfections ou des pénalités prévues à l'article 11 du présent marché.

Chaque facture est établie en un exemplaire original comportera notamment les éléments suivants :

1. nom et adresse du Titulaire,
2. le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. l'intitulé de l'accord cadre, le numéro du lot et du bon de commande afférent,
5. les dates d'exécution et l'objet de la prestation,
6. la nature des prestations exécutées,
7. le montant total H.T, celui de la T.V.A et son taux et le montant T.T.C de la commande.
8. Les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

Les factures doivent être envoyées sous format électronique via le portail « Chorus Pro » à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

N° chorus : 13002233800011

Santé publique France

Service des factures publiques

Dans le cas où cette obligation ne s'impose pas au Titulaire au moment de la notification du marché et qu'il ne lui est pas possible de la mettre en œuvre par anticipation, les factures doivent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à sfact@santepubliquefrance.fr

12.4 Domiciliation des paiements

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du Titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du Titulaire ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant.

12.5 Délai global de paiement

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de trente (30) jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au règlement.

12.6 Renseignements d'ordre comptable

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataire, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable

12.7 Règlement au profit du ou des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie de l'accord cadre dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le Titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

ARTICLE 13 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du code de la commande publique.

Le titulaire qui souhaite céder ou nantir sa créance en informe Santé publique France qui lui communique soit une copie de l'original du marché en exemplaire unique revêtue de la mention « certifié conforme », soit un certificat de cessibilité de créance.

La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R. 2191-60 du Code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 14 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (légalisation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

14.1 Qualification des personnels intervenants

Le Titulaire doit disposer de personnels confirmés, spécialistes du domaine pour l'exécution des prestations. La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet une équipe dédiée constituée de professionnels confirmés et identifiés. Cette équipe ne pourra faire l'objet de changements incessants ou imprévisibles.

La qualification des personnels du Titulaire figure à l'annexe « équipe dédiée » de l'acte d'engagement de chacun des lots.

14.2 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

En cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de quarante-huit (48) heures, en aviser Santé publique France par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant devra être expressément agréé par Santé publique France, dans les huit (8) jours suivant sa désignation.

Santé publique France se réserve, le droit de rejeter le profil de la personne proposée si elle ne dispose pas du niveau et des compétences requises. Le Titulaire dispose alors de quarante-huit (48) heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet de Santé publique France, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnité, aux torts exclusifs du Titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées comme telles par Santé publique France dans le cadre de l'exécution du marché, et s'interdit en conséquence pendant toute la durée de celui-ci, sans limitation de durée après son expiration – à condition que les informations susvisées ne soient pas tombées dans le domaine public – de les divulguer à quelque personne que ce soit, sans l'accord préalable de Santé publique France, et s'engage à faire signer par chacun de ses personnels un engagement de stricte confidentialité.

L'engagement de confidentialité porte notamment sur les fichiers et données traitées par Santé publique France. Le Titulaire s'interdit toute communication écrite ou verbale sur les sujets objet du marché, sans l'accord préalable de Santé publique France.

Toutefois, Santé publique France autorise le titulaire à faire mention auprès de tiers de la mission faisant l'objet du présent marché à titre de référence.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Santé publique France à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par Santé publique France au Titulaire, au titre de l'article 1384 du code civil.

ARTICLE 16 – ARCHIVES - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - SECURITE

16.0. Définitions

Aux fins du présent article 16 (16.1, 16.2, 16.3, 16.4) :

- par « Etude » est entendue la prestation sollicitée par Santé publique France dans le cadre du présent Marché.
- par « Données » il est entendu l'ensemble des documents papier/physiques et des données électroniques (natives ou numérisées), comportant ou non des données à caractère personnel,

transmis par Santé publique France ou collectés et produits par le Titulaire exclusivement pour le besoin de Santé publique France dans le cadre des études commandées dans le présent marché : livrables et leurs annexes, rapport, base de données, etc.

- les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

16.1 Archives

Les Données transmises, collectées ou produites dans le cadre du présent marché constituent des archives publiques¹. A ce titre, le pôle Archives de Santé publique France s'assure du respect de leur durée de conservation et de l'application de leur sort final (élimination ou versement aux Archives nationales) selon les délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires et avec l'accord de l'autorité effectuant le contrôle scientifique et technique.

A la clôture de chaque Etude, le Titulaire s'engage à respecter les procédures s'appliquant selon les cas suivants :

- Transfert des Données papiers/physiques à Santé publique France ;
- Transfert des Données électroniques à Santé publique France ;
- Elimination des Données papier/physiques ;
- Elimination des Données originales électroniques conservées par le Titulaire, et non transmises à Santé publique France ;
- Elimination des Données électroniques conservées par le Titulaire, constituant des doublons des Données transmises à Santé publique France.

Le pôle Archives de Santé publique France sera le contact du Titulaire pour ces procédures, et déterminera avec lui laquelle est la plus adaptée à chaque Etude. Il conviendra notamment de compléter les formulaires adéquats : bordereau de transfert, bordereau d'élimination, certificat de destruction.

16.2 Données à caractère personnel

16.2.1. Responsabilités au regard du traitement de données à caractère personnel

Santé publique France détermine les finalités et, avec l'appui du Titulaire, les modalités du traitement de données à caractère personnel.

Santé publique France est qualifié de responsable du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre pour la réalisation de la prestation et assure la réalisation des formalités préalables à leur mise en œuvre.

Le Titulaire est qualifié de sous-traitant de Santé publique France pour la réalisation de l'Etude et met en œuvre le traitement conformément à la Fiche registre définis à l'article 16.2.2. Si cette qualification devait être revue lors de la conception et mise en œuvre d'une Etude, une convention spécifique sera conclue alors entre le Titulaire et Santé publique France, pour définir les responsabilités au regard du traitement entre le Titulaire et Santé publique France.

Le Titulaire est responsable des traitements de données à caractère personnel relatif aux panels et fichiers de données à caractère personnel qu'il a constitué ou acheté sous sa responsabilité, indépendamment du Marché et qu'il met à disposition de Santé publique France pour la réalisation de l'Etude. Il garantit, à ce titre, la conformité de la constitution de ce panel aux obligations relatives à la protection des données à caractère personnel.

¹ Les archives publiques définies par la loi du 15 juillet 2008 (Code du patrimoine – Livre II) sont l'ensemble des documents, y compris les données, qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des autres personnes morales de droit public ou des personnes de droit privé chargées de la gestion d'un service public, dans le cadre de leur mission de service public. [...] (art. L211-4). Elles sont imprescriptibles (L212-1) et ne peuvent être détruites sans autorisation de l'Etat.

16.2.2. Définition du traitement de données à caractère personnel – Fiche registre

Les modalités notamment de sécurité de l'Etude à mener seront définies préalablement entre le Titulaire et Santé publique France dans une Fiche registre. Ce protocole sécurité est validé par Santé publique France, avant la mise en œuvre de l'Etude.

La fiche registre précisera :

- les finalités du traitement ;
- les données à caractère personnel traitées : ces dernières pourront, en fonction de la finalité du traitement, notamment porter sur des données de contact de personnes mineures ou majeures (nom, prénom, n° de téléphone, adresse mail, adresse postale) mais également sur des données relevant de l'article 9 du RGPD, en particulier des données relatives à la santé, à l'orientation sexuelle ou la sexualité des personnes concernées ;
- le cycle de vie des données à caractère personnel ;
- les modalités d'informations et d'exercice des droits des personnes concernées, notamment le format de l'information et l'attribution à Santé publique France ou au Titulaire de la charge de ces deux obligations ;
- les conditions de confidentialité et sécurité spécifique à la mise en œuvre du traitement, en tenant compte des dispositions de l'article 16.2 du présent marché ;
- les durées de conservation des données à caractère personnel.

Pour les Etudes les plus courantes, des Fiches registres types pourront être établis.

16.2.3. Engagements du Titulaire dans la mise en œuvre du traitement

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal. Les données à caractère personnel transmises au Titulaire ou collectées par le Titulaire lors de l'exécution du Marché sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Le Titulaire s'engage à assurer la protection et la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché dans le respect des obligations posées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que par les législations et recommandations applicables à Santé publique France en matière de protection des données à caractère personnel (en particulier des données de santé à caractère personnel) et de sécurité des systèmes d'information.

A cet effet, il s'engage à effectuer une veille régulière pour suivre les évolutions législatives et réglementaires et les mettre en œuvre, notamment le règlement Européen n° 2016/679 sur la protection des données personnelles qui sera applicable à compter du 25 mai 2018.

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données à caractère personnel uniquement :
 - ⇒ pour la ou les seule(s) finalité(s) définie(s) dans la Fiche registre ;
 - ⇒ sur instructions documentées de Santé publique France et conformément aux clauses du présent marché et de la Fiche registre. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Santé publique France.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter, sous la responsabilité du Titulaire, les données à caractère personnel pour l'exécution des prestations du présent Marché :
 - ⇒ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - ⇒ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- En fonction de ce qui sera établi dans la Fiche registre, assurer l'information et la gestion des demandes d'exercices des droits des personnes concernées et a minima, aider Santé publique France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des

personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

- Respecter les durées de conservation des données à caractère personnel établies dans la Fiche registre et en assurer la destruction ou la restitution dans les conditions définies à l'article 16.1. et 16.3.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- En tenant compte des engagements de l'article 16.3, il s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées au traitement de données, conformément aux dispositions de l'article 32 du RGPD, notamment en procédant dans la mesure du possible à la mise en œuvre de pseudonymisation, en apportant des procédures de chiffrement des données à caractère personnel à l'état de l'art notamment pour la transmission desdites données.
- Aider, sur le périmètre du traitement de données à caractère personnel qui lui est confié, Santé publique France pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour l'accomplissement des formalités imposées à Santé publique France. Le Titulaire tient à la disposition de Santé publique France les documents relatifs à la sécurité des données à caractère personnel comprenant notamment la documentation technique nécessaire, les analyses de risques et analyses d'impact relatives à la protection des données produites et la liste détaillée des mesures de sécurité mises en œuvre
- Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Santé publique France dans des formes conformes aux dispositions de l'article du 30 du RGPD.

Sous-traitance ultérieure du traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques, dans les conditions définies à l'article 17. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de Santé publique France. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant Santé publique France de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Transfert de données à caractère personnel hors UE

Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Titulaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire informe Santé publique France des transferts de données à caractère personnel hors de l'Union européenne que la mise en œuvre du traitement est susceptible de générer et s'engage à assurer la conformité de ces transferts aux dispositions des articles 45 et suivants du RGPD.

Santé publique France pourra exiger pour les traitements de données à caractère personnel à caractère particulier, particulièrement pour ceux portant sur des données couvertes par le secret médical, l'absence de tout transfert de données à caractère personnel hors UE, que ce soit au regard des modalités d'hébergement, des sous-traitants ultérieurs ou des outils utilisés pour la mise en œuvre (ex : outil de visio-conférence, d'enregistrement ou de transfert de données). Il en va de même pour les sous-traitants ultérieurs ou pour le recours à des systèmes d'information utilisés dépendant d'une législation contraire à l'article 48 du RGPD.

16.2.4. Engagements de Santé publique France dans la mise en œuvre du traitement de données à caractère personnel

Santé publique France s'engage à :

- Lorsque cela est prévu par la Fiche registre, à fournir au Titulaire les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation de la prestation.
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

16.3 Garanties générales de sécurité

Intégrité et sauvegarde des Données

Le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et Données traités pendant la durée du Marché.

Plan d'Assurance sécurité (PAS)

Le Titulaire s'engage à exécuter ses obligations en termes de sécurité des systèmes d'information selon le Plan d'Assurance Sécurité, dénommé PAS, tenant compte des toutes les garanties sollicitées par l'article 16.

Le Titulaire est responsable de la rédaction initiale du PAS ainsi que de ses évolutions nécessaires pour satisfaire aux exigences de sécurité du donneur d'ordres pendant toute la durée des prestations. Le Titulaire pourra être amené à fournir son PAS à la demande de Santé publique France.

Hébergement des Données et recours à un hébergeur de données de santé agréé/certifié

Le Titulaire communique la liste de tous les lieux de stockage de Données ou assure être en capacité de localiser le lieu de stockage des Données, a posteriori, en particulier suite à un incident.

Pour certaines études comprenant le traitement de données à caractère personnel sensibles au sens de la loi Informatique et Libertés, il pourra être demandé au Titulaire d'assurer, un hébergement exclusivement sur le sol français.

Dans le cadre de certaines études et enquêtes, le Titulaire peut être amené à collecter des données de santé à caractère personnel, pour lequel le recours à un système d'information certifié sur les 6 activités du référentiel hébergeur de données de santé agréé/certifié (articles L. 1111-8 et R. 1111-9 et suivants du code de la santé publique) ou l'utilisation de système d'information conforme aux exigences de la politique générale de sécurité des système d'information en santé – PGSSI-S (article L. 1110-4-1 du code de la santé publique) sera sollicité.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance de ces contraintes et s'engage à être agréé ou certifié sur les 6 activités du référentiel HDS ou à présenter à la date de notification du présent marché, un partenariat (en cotraitance ou en sous traitance) avec un hébergeur de données de santé agréé/certifié sur ces 6 activités. Si l'hébergement physique n'est pas certifié sur l'activité 5, il faut que le Titulaire soit lui-même certifié ou fasse appel à autre prestataire certifié sur cette activité. Le Titulaire s'engage à fournir à Santé publique France à l'appui de son offre les agréments et certificats de l'hébergeur agréé de données de santé délivrés par le Ministère de la santé.

Maintenance ou télémaintenance

Chaque opération de maintenance devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants, transmis, sur demande, à Santé publique France.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de Santé publique France, le Titulaire prendra et justifiera de toutes dispositions afin de permettre à Santé publique France d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure.

Traçabilité

Le Titulaire tient à la disposition de Santé publique France les traces de connexion aux Données traitées par les personnels conformément au protocole sécurité figurant à l'article 16 du présent CCAP et, le cas échéant, des personnes concernées, et ce pendant une durée conforme aux recommandations de la CNIL. Le Titulaire informe Santé publique France de toute anomalie qu'il détectera dans ces traces de connexion. S'agissant des données à caractère personnel de santé, l'enregistrement des traces portera non seulement sur les connexions, mais sur les actions effectuées (suppression, modification, export).

Sécurité des développements applicatifs

Le Titulaire est tenu d'assurer la sécurité des développements applicatifs qu'il aurait à réaliser dans le cadre du marché, conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre, et en tenant compte des recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

Sous réserve de la validation préalable de Santé publique France, le développement de l'application devra être effectué à partir de données anonymes.

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, le Titulaire devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès de Santé publique France, avant validation par ce dernier.

Restitution des Données

Sur demande de Santé publique France, à tout moment et pour quelque cause que ce soit, le Titulaire et ses éventuels sous-contractants fourniront sans délai à Santé publique France une copie de l'intégralité de ses Données dans un format structuré et couramment utilisé.

La restitution des Données sera constatée par procès-verbal daté et signé par les Parties, conformément aux dispositions de l'article 16.1.

Sous réserve d'instruction contraire de Santé publique France, une fois la restitution des Données effectuée, le Titulaire détruira les copies des Données dans un délai raisonnable et devra en apporter la preuve conformément aux dispositions de l'article 16.1.

Réversibilité

Le Titulaire assure la réversibilité des prestations et s'engage à fournir :

- La documentation livrée aux termes de l'accord-cadre, qu'elle ait été produite ou collectée par le titulaire (modes opératoires, procédures, notice d'utilisation, base de connaissances, sauvegardes, bases de connaissances, bases de données pour le suivi des incidents, etc.) ainsi que les conditions de livraison ;
- Les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle sur les résultats livrés, sur support exploitable.
- Les modalités et les conditions de transfert de compétences/outils déployés ou développés ainsi que les ressources affectées aux prestations du marché (tout en garantissant la continuité de service jusqu'au terme du marché).

L'achèvement du processus de réversibilité sera constaté par procès-verbal daté et signé par les Parties dans les conditions prévues par l'article 16.1.

16.4. Devoir d'alerte du Titulaire

Outre le signalement à Santé publique France de toute instruction contraire aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire s'engage à :

- ***Notification des violations de données à caractère personnel et plus généralement failles de sécurité dans un délai de 48 heures après leur découverte***

Le Titulaire notifie à santé publique France toute violation de données à caractère personnel et faille de sécurité dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen auprès du chef de projet de l'étude de Santé publique France et par mail à incidentsecurite@santepubliquefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à santé publique France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification de la violation de données à caractère personnel contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

- ***Informez Santé publique France des requêtes administratives ou judiciaires portant sur le traitement de Données***

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Titulaire portant sur les Données qui lui est confié, celui-ci s'engage, sous réserve d'une disposition législative ou réglementaire contraire, à en informer immédiatement Santé publique France.

16.5. Audit

Santé publique France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à accepter des audits sécurité.

L'audit doit pouvoir permettre de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place sont effectives.

Le Titulaire s'engage à mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 16 et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Santé publique France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Sous réserve d'un incident nécessitant une intervention urgente, ces audits seront notifiés au titulaire au minimum 15 jours en amont.

16.6. Référent sécurité et délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à Santé publique France, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ainsi que de son référent sécurité s'il en a désigné un.

Le Titulaire peut utilement correspondre avec le délégué à la protection des données (dpo@santepubliquefrance.fr) et le RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) de Santé publique France. Le Titulaire, sous-traitant, assure un dialogue ouvert avec ceux-ci et a une obligation de répondre à leurs éventuelles questions.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

Sans préjudice des dispositions posées par l'article 16.1 du présent marché, si le Titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles de l'accord cadre s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent la confidentialité, la sécurité et la protection des données, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Le titulaire s'engage à respecter et faire respecter par ses sous-traitants la réglementation en vigueur et à mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Il est rappelé au Titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées. En fonction de la nature des prestations sous traitées et du besoin de sécurité identifié, Santé publique France se réserve le droit de récuser tout sous-traitant ne présentant pas les garanties suffisantes pour exécuter les prestations conformément aux exigences de sécurité.

De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le Titulaire du présent marché.

ARTICLE 18 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

En contrepartie du montant des prestations du marché, le Titulaire cède à Santé publique France, à titre exclusif et définitif, l'intégralité des droits de propriété sur les résultats remis conformément aux dispositions des CCTP et qui sont le résultat des prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

Cette cession est définie tant en France qu'à l'étranger et entre dans le cadre de l'application du code de la propriété intellectuelle.

Les droits cédés sont de façon non exhaustive : l'ensemble des droits de reproduction, de représentation, de diffusion directe, par réseau hertzien, par câble et/ou par satellites, diffusion sur Internet, sur tout support papier, magnétique ou optique et notamment disques, disquettes, bandes, CD ROM et listing pouvant être utilisés en l'état avec ou sans modification tant en France qu'à l'étranger ; ainsi que l'ensemble des droits de correction, d'évolution, de suivi, d'utilisation, de maintenance, d'adaptation, de traduction, de développement, de commercialisation, d'édition, de transcription, d'exploitation, l'ensemble des droits d'usage, les droits d'intégration en l'état ou modifiés et ce pour toute partie des éléments au titre du présent marché, de la documentation associée.

Au terme de cette cession, le Titulaire n'a plus aucun droit sur les éléments cédés. La cession intervient en contrepartie du paiement du prix du marché.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions et à procéder à toutes les déclarations nécessaires pour être en conformité avec la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 19 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du titulaire de chaque lot le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le titulaire doit décliner des actions concernant :

- les mesures prises pour réduire ou optimiser l'impact environnemental de son activité, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des réunions et des déplacements en privilégiant les transports plus respectueux de l'environnement.

Le titulaire devra également décliner des actions sociales concernant :

- les actions permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les publics éligibles sont précisés à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS.
- les mesures mises en œuvre pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femmes-hommes (actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution du marché, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, action de GRH, etc..).
- les mesures visant à améliorer la santé au travail telles que : règles de déconnexion, charte managériale, formations dédiées, enquête(s) de satisfaction et de qualité de vie au travail menées en interne, etc.)
- les labels et certifications obtenus ou en cours d'obtention par l'entreprise dans ce domaine (par exemple : Great place to work, Top employer, B-Corp, etc.).

Le titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints. Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale et sociale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

ARTICLE 20 - ASSURANCE

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du Titulaire. Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors du transport ou utilisation des fournitures ou matériel mis à disposition.

ARTICLE 21 – CLAUSE DE REEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, et en complément des dispositions du CCAG-FCS, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre dans les hypothèses listées ci-après :

- en cas de nécessité d'adapter les modalités d'exécution des prestations au périmètre des DROM,
- en cas de nécessité d'adapter les modalités d'exécution du marché pour les enquêtes en face-à-face pour lesquelles l'adhésion des personnes sélectionnées est difficile à obtenir.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de la procédure de réexamen objet du présent article donne lieu à la signature d'un avenant tenant compte le cas échéant, de son éventuelle conséquence financière sur l'exécution de l'accord-cadre.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du de l'accord-cadre.

ARTICLE 22 – RESILIATION

Santé publique France peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant son terme par une décision de résiliation du marché notifié dans les conditions de l'article 38 du CCAG FCS. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre 7 du CCAG FCS.

En cas d'arrêt en cours d'exécution du marché, les sommes dues au Titulaire seront calculées au prorata du travail déjà effectué

Santé publique France peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord cadre avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.

Santé publique France peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par Santé publique France et notifié au Titulaire.

Outre les cas visés au CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services, en vigueur au moment de la conclusion du marché, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié, sans versement d'indemnité par Santé publique France, en cas de mauvaise exécution, d'inexécution totale ou partielle des prestations.

La résiliation prend effet à la date de notification de la décision adressée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception et il pourra être pourvu, par Santé publique France, à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 23 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 24 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L2197-6 du code de la commande publique. Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 25 - DEROGATION

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS

L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 30 du chapitre 5 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.